

## Etats-Unis/Suite à un nouvel attentat Trois blessés à New York

AFP

New York/États-Unis

Leur vie n'est pas en danger. Quant à l'auteur de cette attaque, un homme de 27 ans, il a été arrêté.

UN homme a déclenché une bombe artisanale dans un tunnel de correspondance près de Times Square hier matin, faisant trois blessés, nouvel attentat à New York après une attaque au camion-bélier fin octobre.

"C'est une tentative d'attentat terroriste", a déclaré à la presse le maire de New York, Bill de Blasio.

L'explosion est survenue à l'heure de pointe, à 07H20 (13H20 au Gabon), dans un tunnel reliant les grands nœuds de transport que sont Times Square et la gare routière de Port Authority, près de la 42e rue et de la 8e Avenue.

L'explosion a été déclenchée par un homme de 27 ans, identifié comme Akayed Ullah, du quartier de Brooklyn, qui portait attaché au corps avec des bandes Velcro "un engin explosif rudimentaire", qui aurait explosé prématurément, a précisé le chef de la police, James O'Neill.

Le suspect a été arrêté, avec des "blessures et des brûlures au corps", et a été hospitalisé, a ajouté M. O'Neill.



Photo : AFP

La ville de New York de nouveau cible d'un attentat qui, fort heureusement, n'a fait que trois blessés dont la vie n'est pas en danger.

Trois personnes qui se trouvaient à proximité immédiate ont également été blessées, même si "aucune n'est en danger de mort", selon les pompiers new-yorkais.

Plusieurs médias new-yorkais ont indiqué qu'il était originaire du Bangladesh, d'où il serait arrivé il y a sept ans.

L'incident a été enregistré par les caméras de surveillance du tunnel, a indiqué M. O'Neill.

Une vidéo circulait sur les réseaux sociaux et sur le site du New York Post, qui montre un homme avec capuche marchant dans le tunnel, avec beaucoup de monde devant et derrière lui, jusqu'à ce qu'apparaisse de la fumée, apparemment au moment de l'explosion.

Une photo qui montrerait

le suspect à terre, plié en deux avec du sang à l'estomac, circulait également sur Twitter.

**CIBLE TERRORISTE PRIVILEGEE.** La gare routière a été rapidement évacuée, sans panique, selon un photographe de l'AFP. Le quartier a été bouclé, et plusieurs lignes de métro qui passent par ce secteur à l'ouest de Manhattan ont été immédiatement arrêtées ou ne marquaient plus l'arrêt.

Une grande partie du trafic avait été rétabli peu avant 10h00 (16H00 au Gabon), a souligné le patron du métro new-yorkais Joe Lhota, qui a indiqué que la police et les autorités du métro s'étaient précieusement entraînés pour un incident de ce genre début novembre.

L'ancien chef de la police

de New York, Bill Bratton, a indiqué à la chaîne MSNBC avoir été informé que le suspect avait agi au nom du groupe Etat islamique (EI). Mais cette information n'a pas été immédiatement confirmée par les autorités.

Le président Donald Trump a été immédiatement informé, a indiqué la Maison Blanche.

L'incident intervient à l'approche des fêtes de fin d'année, qui attirent des centaines de milliers de touristes dans la ville la plus peuplée des Etats-Unis. Times Square est un point particulièrement sensible, où près d'un million de personnes se retrouvent chaque année pour marquer la passage à la nouvelle année.

New York est considérée comme une cible privilé-

giée des mouvements terroristes et fait l'objet d'une surveillance particulièrement étroite, avec des milliers de policiers en uniforme et en civil déployés en permanence dans de nombreux lieux touristiques.

L'attentat d'hier intervient moins de six semaines après un attentat mortel à la pointe de Manhattan le 31 octobre dernier : le jour d'Halloween, une attaque au camion bélier avait fait huit morts et douze blessés à la pointe sud de Manhattan, constituant le premier attentat mortel à New York depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Sayfullo Saipov, un Ouzbek de 29 ans, avait remonté avec un pick-up de location une piste cyclable le long de la rivière Hudson, fauchant des cyclistes et des passants qui se trouvaient sur son chemin avant de percuter un bus scolaire.

Le suspect, qui avait prêté allégeance à l'EI, avait été immédiatement arrêté et emprisonné. Il a depuis été inculpé et risque la prison à perpétuité. Donald Trump a même réclamé pour lui la peine de mort.

La capitale financière américaine a été le théâtre d'autres tentatives d'attentats ces dernières années, le plus souvent des "loups solitaires" se réclamant du djihadisme islamiste, qui n'avaient fait aucun mort jusqu'au 31 octobre.

### A travers le monde

• Inde/Politique. Rahul reprend le flambeau de la dynastie Gandhi



Photo : AFP

La dynastie indienne des Gandhi écrivait hier une nouvelle page de son histoire avec la proclamation à la présidence du parti du Congrès (opposition) de Rahul Gandhi, 47 ans, fils, petit-fils et arrière-petit-fils de Premiers ministres indiens.

• Syrie/Conflit. Poutine ordonne le retrait de la majeure partie des forces russes

Le président russe Vladimir Poutine a ordonné hier le retrait de la majeure partie du contingent militaire russe en Syrie, quelques jours après l'annonce par Moscou de la "libération totale" du pays de l'emprise du groupe Etat islamique (EI).

• Turquie/Justice. Putsch manqué : Des journalistes risquent la prison à vie

Un procureur turc a réclamé hier des peines de prison à vie pour trois journalistes jugés en lien avec le putsch manqué de juillet 2016, a rapporté l'agence étatique Anadolu. Ils sont notamment accusés d'avoir "tenté de renverser le gouvernement", "tenté de renverser l'ordre constitutionnel", et d'avoir "commis un crime au nom d'une organisation terroriste sans en être membre".

• Ukraine/Politique. Un tribunal libère l'opposant Saakachvili

Un tribunal de Kiev a libéré hier soir l'opposant Mikheil Saakachvili, arrêté samedi et accusé d'avoir voulu fomenter un coup d'Etat dans une affaire qu'il dénonce comme montée de toutes pièces par le président Petro Porochenko.

• Venezuela/Politique. Maduro en position de force

Le triomphe du camp du président vénézuélien Nicolas Maduro aux municipales de dimanche ("plus de 300" des 335 mairies, contre 242 précédemment) lui ouvre la voie à un nouveau mandat en 2018, d'autant qu'il a exclu les principaux partis d'opposition de la présidentielle.

## Israël/Diplomatie

### Netanyahu fraîchement accueilli par l'UE

AFP

Bruxelles/Belgique

La récente décision américaine sur le statut de Jérusalem y est pour beaucoup.

L'UE a fraîchement accueilli hier le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a profité d'une visite inédite à Bruxelles afin de plaider pour que les Européens reconnaissent Jérusalem comme la capitale d'Israël à l'instar du président américain Donald Trump.

La reconnaissance d'Israël comme capitale par Donald Trump, décriée par la communauté internationale, "n'empêche pas la paix. Cela rend la paix possible, car reconnaît la réalité est la substance de la paix", a martelé M. Netanyahu.

Malgré l'accueil chaleureux affiché par la cheffe de la diplomatie de l'Union Federica Mogherini envers M. Netanyahu, ses propos juste avant un petit-déjeuner avec les ministres des Affaires étrangères des 28 ont jeté un froid.

"Je pense que tous les Etats européens, ou la plupart, démentageront leurs ambassades à Jérusalem, reconnaîtront Jérusalem comme la capitale d'Israël et s'engageront de manière énergique avec nous pour la sécurité, la prospérité et la paix", a-t-il estimé.

**"CE GESTE NE VIENDRA PAS"** • "Il peut garder ses attentes pour d'autres, parce que du côté des Etats membres de l'Union européenne, ce geste ne viendra pas", a vertement répliqué Mme Mogherini après la rencontre, qui a duré une bonne heure de plus que prévu.

"Nous pensons que la seule solution réaliste au conflit entre Israël et la Palestine est basée sur deux Etats, avec Jérusalem comme capitale des deux Etats, suivant les frontières de 1967. Ceci est notre position consolidée", a-t-elle souligné, insistant sur "l'unité" des Européens à ce propos.

M. Netanyahu est reparti en Israël à la mi-journée sans avoir rencontré comme prévu le président de la Commission Jean-Claude Juncker, à cause de la neige qui perturbe les transports

à Bruxelles.

Les relations entre Israël et l'UE - qui dénonce régulièrement la colonisation des territoires palestiniens, impose un étiquetage des produits provenant des implantations et est le principal pourvoyeur de fonds de l'Autorité palestinienne - sont notoirement difficiles.

Samedi, Benjamin Netanyahu avait accusé l'Europe "d'hypocrisie" car elle dénonçait la déclaration américaine mais pas "les tirs de roquettes sur Israël". « Je respecte l'Europe, mais je ne suis pas prêt à accepter une politique de "deux poids deux mesures" de sa part », avait-il dit.

Israël a annexé la partie orientale de Jérusalem, dont elle a pris le contrôle pendant la guerre de 1967, puis voté une loi déclarant sa capitale "indivisible". Cette annexion n'a jamais été reconnue par la communauté internationale et les Palestiniens considèrent Jérusalem-Est comme la capitale de leur futur Etat.

Jugeant crucial de "relancer le processus de paix même

en ces temps difficiles", Mme Mogherini a également estimé que "le pire qui pourrait arriver maintenant est une escalade des tensions, de la violence", alors que des dizaines de milliers de manifestants ont protesté ces derniers jours au Moyen-Orient contre la décision américaine.

**DERAPAGES.** Depuis mercredi, des heurts dans les territoires palestiniens ont coûté la vie à quatre Palestiniens et fait plus de mille blessés.

Un garde de sécurité israélien a été grièvement blessé à Jérusalem après avoir été poignardé par un Palestinien. En Europe, samedi soir, une dizaine de personnes ont jeté des cocktails Molotov contre une synagogue de Göteborg en Suède, et des manifestations ont été marquées par des dérapages antisémites et anti-israéliens en Allemagne.

"Je condamne toutes les attaques contre des juifs, partout dans le monde y compris en Europe, contre Israël et des citoyens israéliens", a réagi Mme Mogherini, tandis que la

Commission européenne se disait "choquée et indignée par la vague d'attaques et manifestations antisémites qui ont répandu la haine contre les juifs dans des villes européennes ces derniers jours".

Les ministres des 28 pays de l'UE ont abordé cette réunion en ordre dispersé, certains voulant gommer les aspérités dans la relation houleuse avec Israël, comme la République tchèque, la Hongrie ou la Lituanie.

La colonisation reste aux yeux des Européens l'un des principaux "obstacles à la paix", alors que le gouvernement israélien a relancé en octobre des projets de construction de milliers de logements de colons en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est annexée.

Dimanche, le président français Emmanuel Macron a invité M. Netanyahu à faire "des gestes courageux envers les Palestiniens pour sortir de l'impasse actuelle", notamment "le gel de la colonisation" et des "mesures de confiance à l'égard de l'Autorité palestinienne".